

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Maroc

Une publication du SER de Rabat
22 novembre au 6 décembre 2024

Le chiffre à retenir

50 % PIB
PART DU STOCK D'IDE
DANS LE PIB EN 2022

D'après [le rapport sur les politiques d'investissement du Maroc](#) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le Royaume attire un flux croissant d'investissements directs étrangers : le stock d'IDE étant passé de 20 % du PIB au début des années 2000 à plus de 50 % du

PIB en 2022 (un niveau supérieur à celui de la France – 35 % du PIB – et de la moyenne OCDE). Ces IDE, principalement portés par des entreprises européennes (notamment françaises avec 31 % du stock total), ont permis de soutenir la diversification de l'économie marocaine permettant l'émergence de plusieurs écosystèmes industriels tournés vers l'export et insérés dans les chaînes de valeur mondiales (automobile, aéronautique, textile, etc.). L'OCDE relève également que les IDE ont contribué à la création d'emplois, en particulier dans les services et l'industrie manufacturière. En effet, l'IDE « greenfield » au Maroc crée en moyenne 4 emplois par million de dollars investis (un ratio supérieur aux pays de l'OCDE et de la région MENA).

Plusieurs réformes visant à améliorer le climat des affaires ont permis de développer un cadre attractif pour les IDE, notamment via l'adoption de la nouvelle Charte de l'Investissement en 2022 (objectifs de 500 Mds MAD d'investissements et 550 000 emplois d'ici 2026) qui a pour vocation d'encourager la création d'emplois inclusifs et les projets stratégiques à forte valeur ajoutée (énergies, batteries électriques, etc.). Cette Charte porte également une stratégie de promotion de l'investissement au Maroc incarnée par l'Agence Marocaine de Développement des Investissements et des Exportations (AMDIE) et les Centres Régionaux d'Investissements (CRI) au niveau territorial.

Activités macroéconomiques & financières

Dettes extérieures : la Banque mondiale, premier créancier du Maroc, la France premier créancier bilatéral

Selon le ministère de l'Économie et des Finances, dans son dernier rapport sur la dette publique au titre de l'exercice 2024, l'encours de la dette publique extérieure du Maroc s'est établi en 2023 à 438,8 Mds MAD (41,8 Mds EUR), soit une légère hausse de 4 % par rapport à l'année précédente. Les emprunts contractés auprès d'institutions multilatérales représentent 51,2 % de l'encours global et sont principalement détenus par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement - filiale du groupe Banque mondiale - (42,5 % de la dette multilatérale), la Banque africaine de développement (22,8 %) et la Banque européenne d'investissement (14,3 %). Le rapport note également que les emprunts bilatéraux représentent 20,9 % de la dette extérieure publique. A cet égard, la France est le premier créancier bilatéral du Maroc avec un encours de 37,5 Mds MAD (40,9 % de la dette bilatérale, environ 3,6 Mds EUR), devant l'Allemagne (26,3 %), le Japon (11,9 %) et l'Arabie Saoudite (6,2 %).

Reconstruction post-séisme : premier conseil d'orientation stratégique de l'Agence de Développement du Haut-Atlas

Le Chef du Gouvernement, Aziz Akhannouch, a présidé le premier conseil d'orientation stratégique de l'Agence de Développement du Haut-Atlas créée en octobre 2023 pour assurer le suivi du programme de reconstruction des régions touchées par le séisme d'Al-Haouz de septembre 2023. Suite à la nomination de son directeur général, M. Said Laith, en octobre 2024, ce premier conseil d'orientation avait pour objectif de marquer l'opérationnalisation de l'Agence en approuvant son organigramme, son programme d'action et son budget prévisionnel pour l'année 2025. Pour mémoire, le programme de reconstruction post-séisme est doté d'un budget de 120 Mds MAD (environ 11 Mds EUR) sur cinq ans et décliné en deux phases : (i) la reconstruction des logements et la mise à niveau des infrastructures touchées par le séisme pour un montant de 22 Mds MAD ; (ii) la mise en place d'un plan de développement socio-économique des provinces du Haut-Atlas pour 98 Mds MAD.

Grands projets, environnement, industries

Industrie automobile : Forvia renforce sa présence au Maroc avec l'inauguration de deux nouvelles usines

Le groupe français a inauguré le 27 novembre, dans la zone de Technopolis à Salé, une extension de son usine spécialisée dans la découpe, l'assemblage et la fabrication de housses en textile et en cuir pour sièges automobiles. Une deuxième cérémonie d'inauguration portant sur l'extension du site de Kénitra (production de planches de bord et de panneaux de portes pour l'intérieur des voitures) s'est, quant à elle, déroulée le 28 novembre. Par ces investissements d'un montant total de 30 M EUR, Forvia prévoit de créer 2 000 nouveaux postes d'ici 2027. Implanté au Maroc depuis 2008, l'équipementier automobile compte aujourd'hui 3 usines (deux à Kénitra et une à Salé) et emploie près de 4 000 personnes.

Industrie automobile : la société chinoise Shanghai Automotive Air Conditioning Parts, spécialisée dans la production et la vente de pièces et d'accessoires automobiles, a annoncé un investissement de 1,3 Md MAD au Maroc

La filiale chinoise produira notamment des tuyaux de climatisation automobile, des valves de système de gestion thermique du dioxyde de carbone et des tuyaux de distribution de carburant. L'usine devrait servir les marchés européens et africains. La région d'implantation n'a pas encore été officiellement annoncée. Cette annonce confirme l'attrait de la destination Maroc pour les équipementiers automobiles chinois. Par ailleurs les annonces d'investissements chinois dans la chaîne de valeur des batteries et véhicules électriques se sont succédées depuis 2023.

Transition énergétique : Schneider Electric ouvre un centre de formation à Casablanca

Le centre propose des formations relatives à la transformation énergétique et numérique : efficacité énergétique, énergies renouvelables, automatisation ainsi que les technologies numériques appliquées à l'industrie 4.0. Ces formations visent à accélérer l'adoption des solutions numériques et électriques au Maroc. Schneider Electric prévoit d'y accueillir chaque année 1 000 stagiaires tant marocains qu'internationaux. Schneider Electric, présent au Maroc depuis plus de 60 ans, est un spécialiste mondial en gestion de l'énergie et en automatisation.

Numérique : le CESE publie un avis sur le thème de l'intelligence artificielle au Maroc

Le Conseil économique, social et environnemental (CESE) vient de publier un avis intitulé « Quels usages et quelles perspectives de développement de l'intelligence artificielle au Maroc ? ». Ce document complète l'avis du Conseil publié en 2021 « Vers une transformation digitale responsable et inclusive » qui préconisait de faire de l'intelligence artificielle (IA) une priorité nationale. L'IA fait en effet partie intégrante de la Stratégie Maroc Digital 2030 lancée en septembre dernier. Le CESE préconise notamment (i) de créer un fonds d'investissement public-privé dédié à l'innovation dans l'IA et les technologies numériques avancées, incluant les subventions, les fonds d'amorçage et du capital-risque pour soutenir des projets ; (ii) d'intégrer systématiquement la formation en IA dans l'offre éducative nationale et renforcer les programmes d'enseignement supérieur ; (iii) de libérer les données publiques et faciliter l'accès à des données fiables et interopérables pour disposer des informations nécessaires au développement d'applications d'IA.

Océans : atelier régional à Rabat sur l'Accord BBNJ pour les États d'Afrique riverains de l'océan Atlantique et de la mer Méditerranée

Le Secrétariat des Nations Unies propose, à l'intention des États d'Afrique riverains de l'océan Atlantique et de la mer Méditerranée, un atelier régional visant à promouvoir une meilleure compréhension de l'Accord se rapportant à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale (accord dit « BBNJ »). L'atelier se tiendra du 16 au 19 décembre 2024 à Rabat et sera accueilli par le Gouvernement marocain. Le Maroc fait partie de la dizaine de pays en Afrique signataires de l'accord BBNJ. A ce stade sur 105 signataires une quinzaine de pays ont ratifié l'accord, il manque environ 45 ratifications pour qu'il entre en vigueur. Le processus de ratification est en cours au Maroc. La France l'a ratifié début novembre 2024. La France espère une entrée en vigueur avant la Conférence des Nations Unies sur l'Océan (UNOC 25) qui se tiendra à Nice en juin 2025.

One Water Summit : les autoroutes de l'eau du Maroc mises en avant

En marge de la COP dédiée à la désertification à Riyad, s'est tenu le 3 décembre un One Water Summit, à l'initiative du Président de la République française, du Président de la République du Kazakhstan et du Président de la Banque Mondiale. Le Sommet, coorganisé en partenariat avec le Prince héritier d'Arabie Saoudite Mohammed Ben Salmane, a été l'occasion pour le Président français de saluer les efforts du Maroc en matière de gestion des ressources hydriques.

Il a mis en avant l'exemple des autoroutes de l'eau, à savoir les infrastructures permettant la connexion de bassins hydrauliques. Il a évoqué le succès du Maroc à achever la première phase de ce projet en reliant les bassins de Sebou et du Bouregreg, avec une capacité d'acheminement d'eau d'une moyenne d'un million de mètres cubes par jour. Par ailleurs, le Chef du Gouvernement, Aziz Akhannouch, a souligné que le Royaume a consacré plus de 14 Mds USD pour la mise en œuvre d'un programme national visant à garantir l'accès à l'eau potable et à l'eau d'irrigation.

Déchets ménagers : 21 Mds MAD pour la réhabilitation de 230 décharges non contrôlées d'ici 2034

Le Programme national des déchets ménagers et assimilés (PNDM), lancé en 2008 par le ministère de l'Intérieur avec le soutien de la Banque mondiale, vise à moderniser la gestion des déchets au Maroc. Il a notamment contribué à la création de centres d'enfouissement et de valorisation (CEV), à la réhabilitation ou la fermeture des décharges sauvages et à la professionnalisation du secteur. En 2022, 67 décharges ont été réhabilitées et 27 décharges contrôlées construites, bénéficiant à 178 communes. Pour la période 2022-2034, 21 Mds MAD (environ 2 Mds EUR) seront investis pour réhabiliter 230 décharges non contrôlées. Ce programme illustre l'engagement du Maroc en faveur du développement durable et de la modernisation de ses infrastructures environnementales.

Propriété intellectuelle : signature d'une convention entre l'INPI et l'UM6P à l'occasion de l'IP Day

L'Institut national de la propriété industrielle (INPI) et son directeur général, M. Pascal Faure, ont pris part à la troisième édition de l'IP Day organisée au Maroc, le 26 novembre, par l'Université Mohammed VI Polytechnique (UM6P) sur le thème : « la propriété intellectuelle et le transfert de technologie ». Cet événement a été marqué par la signature d'une convention entre l'INPI et l'UM6P portant sur le transfert des modules de cours en ligne « Massive Open Online Courses (MOOC) » développés par l'INPI au profit des étudiants de l'Université. L'UM6P étant membre de l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF), cette signature s'inscrit par ailleurs dans les objectifs du partenariat signé entre l'INPI et l'AUF, le 2 octobre, lors de l'inauguration de l'Alliance francophone de la propriété intellectuelle.

Bailleurs, Coopération internationale

La BAD s'allie à Bank of Africa pour faciliter l'accès au financement et le commerce en Afrique

En marge de l'Africa Investment Forum (AIF) à Rabat, la Banque africaine de développement (BAD) a annoncé, le 4 décembre, avoir conclu avec Bank of Africa un accord de partage de risques de 50 M EUR. Considérant le durcissement des conditions de financement sur le continent africain, cet accord a pour objectif de soutenir le niveau d'engagement de Bank of Africa auprès des banques locales, qui assurent notamment l'accès au financement des petites et moyennes entreprises. Ce partenariat se fixe pour objectif de générer près de 200 M EUR d'échanges commerciaux sur le continent. A noter que Bank of Africa, troisième banque du Maroc (parts de marché de 14,8 % pour les dépôts et 13,2 % pour les crédits), est présente dans 20 pays africains.

Indicateurs macroéconomiques 2023

	Taux de croissance du PIB réel	Taux d'inflation	Taux de chômage	Déficit courant	Déficit budgétaire	Dette du Trésor
Banque Mondiale (7/24)	3,4 %	6,1 %	13 %	0,6 %	4,3 %	69,5 % (PIB base 2014)
FMI (4/24)	3 %	6,1 %	13 %	1,5 %	4,4 %	70,6 % (PIB base 2007)
Bank Al-Maghrib (3/24)	3 %	6,1 %	-	0,6 %	4,4 %	-
Haut-Commissariat au Plan (01/24)	2,9 %	6,1 %	13 %	-	4,7 %	72 % (PIB base 2014)

Prévisions macroéconomiques 2024

	Taux de croissance du PIB réel	Taux d'inflation	Taux de chômage	Déficit courant	Déficit budgétaire	Dette du Trésor
Banque Mondiale	2,9 %	3,8 %	-	1,5 %	4,4 %	70 % (PIB base 2014)
FMI	2,6 %	2,1 %	13 %	1,5 %	4,3 %	69,1 % (PIB base 2007)
Bank Al-Maghrib	3,1 %	1,5 %	-	1,6 %	4,0 %	-
Haut-Commissariat au Plan	3,0 %	1,8 %	-	-	4,0 %	72,4 % (PIB base 2014)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Vincent Toussaint

Rédaction : SER de Rabat

Abonnez-vous : dehbia.salah@dgtresor.gouv.fr